



Fonds Européen pour les Affaires Maritimes et la Pêche

DEMANDE D'AIDE

Au titre du Programme Opérationnel du FONDS EUROPEEN POUR LES AFFAIRES MARITIMES ET LA PECHE 2014-2020 (FEAMP)

Règlement (UE) n°508/2014 du 15 mai 2014

INFORMATION : Le présent formulaire de demande d'aide une fois complété constitue, avec l'ensemble des justificatifs, le dossier unique de demande d'aide pour le FEAMP, l'Etat et la Région.

Avant de remplir ce formulaire de demande d'aide, veuillez lire attentivement la [notice d'information](#).

Veuillez conserver une copie du formulaire et transmettre l'original avec les justificatifs au service instructeur compétent.

CADRE RESERVE A L'ADMINISTRATION

Date de réception de la demande d'aide	/ /
Date d'accusé réception du dossier complet	/ /
N° de dossier OSIRIS	

1 - SOUS-MESURE DU PROGRAMME OPERATIONNEL FEAMP 2014-2020

Veuillez indiquer le code de la sous-mesure se rapportant à votre opération.

Sous-mesure	
Sous-mesure	
Sous-mesure	
Sous-mesure	

2 - AIDES SOLLICITEES DANS LE CADRE DE CETTE DEMANDE

Union Européenne (FEAMP) ☐	Etat ☐	Région ☐	Autre ☐
---	-------------------------------	---------------------------------	--------------------------------

3 - IDENTIFICATION DU DEMANDEUR

Pour tous les demandeurs :

N° SIRET | | | | | | | | | | | | | | | |

Code APE | | | | | |

N° RNA (associations) | | | | | | | | | | | |

3.1 - PERSONNE PHYSIQUE

Madame ☐ Monsieur ☐

Nom de famille |

Nom d'usage |

Prénom |

Adresse |

N° Appartement / Etage |

Entrée-Bâtiment-Immeuble | | | | | | | | | | | | | | | |

Numéro, voie |

Lieu-dit |

Complément d'adresse |

Code postal |

cedex

Commune |

Téléphone : fixe |

mobile |

Courriel :@.....

Représentation par mandataire :

NON ☐ OUI ☐

Si vous présentez cette demande en qualité de chef de file d'un projet en partenariat, veuillez cocher la case suivante : ☐

3.2 - PERSONNE MORALE

Forme juridique |

Dénomination / raison sociale |

Appellation commerciale (le cas échéant) |

Nom du représentant légal |

Prénom du représentant légal |

Fonction du représentant légal (président, dirigeant) |

Adresse |

N° Appartement / Etage |

Entrée-Bâtiment-Immeuble | | | | | | | | | | | | | | | |

Numéro, voie |

Lieu-dit |

6.1 - INTITULE DE L'OPÉRATION

Ne pas dépasser le nombre de cases réservées à cet effet.

6.2 - LOCALISATION GEOGRAPHIQUE DE L'OPÉRATION

Commune où se déroule l'opération

Code postal | | | | |

Si votre opération se déroule sur plusieurs sites, veuillez remplir la partie concernée dans l'annexe 7 « Descriptif de l'opération »

6.3- CALENDRIER PREVISIONNEL DE REALISATION DE L'OPÉRATION

Date de début de l'opération

Date de fin de l'opération

Attention, l'ensemble des jours d'arrêt ne doit pas avoir été réalisé avant la date de dépôt du dossier de demande d'aide

6.4 - DESCRIPTIF DE L'OPÉRATION

L'annexe 7 relative au descriptif technique des actions doit être complétée en fonction de la mesure, veuillez-vous référer à la notice.

6.5 - OBJECTIFS DE L'OPÉRATION

Veuillez décrire comment votre projet répond aux objectifs de la mesure.

6.6 - REALISATIONS ET RESULTATS ATTENDUS DE L'OPÉRATION

Veuillez préciser les résultats quantitatifs et qualitatifs ou livrables concrets de l'opération, ainsi que leur date de réalisation. Les livrables sont divers : études, investissement...

6.7 – INDICATEURS

Veuillez compléter et joindre au dossier l'Annexe 4 « Indicateurs » correspondant à la mesure se rapportant à votre opération.

7 - PLAN DE FINANCEMENT DE L'OPÉRATION

7.1 - DEPENSES PREVISIONNELLES DE L'OPÉRATION

Veuillez compléter et joindre au dossier l'Annexe 1 « Dépenses prévisionnelles » correspondant à la mesure se rapportant à votre opération.

7.2 - RESSOURCES PREVISIONNELLES DE L'OPÉRATION

Veuillez compléter et joindre au dossier l'Annexe 2 « Ressources prévisionnelles » correspondant à la mesure se rapportant à votre opération.

7.3 - MONTANT DES AIDES SOLLICITEES AU TITRE DE L'OPÉRATION

Veuillez préciser le montant des aides sollicitées dans le cadre de la présente demande d'aide. Veuillez-vous référer aux annexes 1 et 2 pour remplir cette partie.

Le montant total de mon opération s'élève à |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|, |_|_|_|_| € HT ou TTC *(rayer la mention inutile)*

Le montant total de mon opération s'élève à |_|_|_|_|_|_|_|_|, |_|_| € HT ou TTC (*rayez la mention inutile*)

Liste des aides publiques demandées au titre de l'opération :

Montant de l'aide européenne FEAMP	_ _ _ _ _ _ _ _ _ , _ _ €
Montant de l'aide publique Région et/ou Etat	_ _ _ _ _ _ _ _ _ , _ _ €
Montant des autres aides publiques	_ _ _ _ _ _ _ _ _ , _ _ €

7.4 – AIDES PUBLIQUES OBTENUES

Veuillez compléter et joindre au dossier l'Annexe 3 « Aides publiques » correspondant à la mesure se rapportant à votre opération.

8 - MENTIONS LEGALES

Les informations recueillies sont strictement à l'usage des services instructeurs. Elles font l'objet d'un traitement informatique destiné à instruire votre dossier de demande d'aide publique.

La loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux réponses faites sur ce formulaire. Elle garantit un droit d'accès et de rectifications pour les données à caractère personnel vous concernant auprès de l'organisme qui traite votre demande.

La loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux réponses faites sur ce formulaire. Elle garantit un droit d'accès et de rectifications pour les données à caractère personnel vous concernant auprès de l'organisme qui traite votre demande.

Toute fausse déclaration est passible de sanction pénale en vertu des articles 441-1 à 441-12 du Code pénal et entraîne la nullité de la demande.

La loi punit quiconque se rend coupable de fausses déclarations :

La loi punit quiconque se rend coupable de fausses déclarations :

- « Constitue un faux, toute altération frauduleuse de la vérité, de nature à causer un préjudice et accomplie par quelque moyen que ce soit, dans un écrit ou tout autre support d'expression de la pensée qui a pour objet ou qui peut avoir pour effet d'établir la preuve d'un droit ou d'un fait ayant des conséquences juridiques. Le faux et l'usage de faux sont punis de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende. » (Code pénal, art.441-1).
- « Le fait de se faire délivrer indûment par une administration publique ou par un organisme chargé d'une mission de service public, par quelque moyen frauduleux que ce soit, un document destiné à constater un droit, une identité ou une qualité ou à accorder une autorisation, est puni de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 euros d'amende » (Code pénal art.441-6).

9 - ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR

Je soussigné (e) _____
(nom, prénom et qualité de la personne habilitée à représenter le demandeur)

demande à bénéficier des aides dans le cadre du Fonds européens pour les affaires maritimes et la pêche (FEAMP), programme européen 2014-2020.

Certifie :

- Avoir pouvoir pour présenter cette demande d'aide

Atteste sur l'honneur :

- L'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire, ses annexes et dans les pièces jointes,
- Ne pas avoir commis d'infraction grave, ne pas être impliqué dans une activité de pêche illicite non déclarée et non réglementée (« pêche INN ») ou toute autre activité s'y rattachant, ne pas avoir commis l'une quelconque des infractions énoncées aux articles 3 et 4 de la directive 2008/99/CE du Parlement européen et du Conseil et ne pas avoir commis de fraude relevant du FEP ou du FEAMP conformément à l'article 10 du règlement (UE) n°508/2014 et du règlement délégué (UE) n°2015/288,
- Ne pas avoir sollicité d'autres ressources publiques (nationales et / ou européennes) et privées que celles présentées dans l'annexe technique et financière,
- Ne pas faire l'objet d'une procédure collective (redressement, liquidation...) liée à des difficultés économiques, et ne pas être considéré comme une entreprise en difficulté au regard de la réglementation européenne des aides d'Etat,¹
- L'absence de conflits d'intérêt avec mes financeurs et mes prestataires,

M'engage, sous réserve de l'attribution de l'aide :

- A respecter les règles d'éligibilité temporelle rappelées dans la notice,
- A informer le service instructeur de toute modification des informations contenues dans le présent formulaire,
- A ne pas solliciter à l'avenir, pour cette opération, d'autres crédits (nationaux ou européens), en plus de ceux mentionnés dans le tableau « financement de l'opération »,
- A assurer la publicité de la participation européenne selon les dispositions prescrites par l'article 115 et l'annexe XII du règlement(UE) N°1303/2013 ainsi que celles prescrites par l'article 119 et l'annexe V du règlement (UE) N°508/2014,
- A rembourser au prorata temporis l'aide octroyée si je ne suis plus propriétaire des investissements acquis dans le cadre de cette opération pendant une durée de 5 ans,
- A détenir, conserver, fournir tout document permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération, demandé par l'autorité compétente pendant 10 années : factures et relevés de compte bancaire pour des dépenses matérielles, et tableau de suivi du temps de travail pour les dépenses immatérielles, comptabilité,
- A me soumettre à l'ensemble des contrôles (contrôles administratifs et sur place) prévus par la réglementation.

Je suis informé(e) :

- que les autorités compétentes seront amenées à vérifier l'admissibilité de ma demande conformément à l'article 10 du règlement (UE) N°508/2014 et aux dispositions du Règlement délégué (UE) N°2015/288,
- qu'en cas d'irrégularité ou de non-respect de mes engagements, le remboursement des sommes perçues sera exigé, majoré d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur,
- que, conformément au règlement(UE) N°1303/2013 et au règlement(UE) N°508/2014, l'Etat publiera, sous forme électronique, la liste des bénéficiaires recevant une aide FEAMP, ainsi que l'intitulé de l'action et le montant des fonds publics alloués. Cette parution sera mise à jour deux fois par an dans le respect de la loi "informatique et liberté" (loi n°78-17 du 6 janvier 1978).

¹ Selon les lignes directrices concernant les aides d'Etat au sauvetage et à la restructuration d'entreprises en difficulté autres que les établissements financiers (2014/C249/01) publiées au JOUE le 31 juillet 2014

10 - LISTE DES PIECES JUSTIFICATIVES

Afin de faciliter mes démarches auprès de l'autorité compétente, l'ensemble des données nécessaires à tout ou partie de ce dossier est susceptible d'être transmis à toute structure publique chargée de l'instruction.

j'autorise la transmission ☐ je n'autorise pas la transmission ☐

Dans le second cas, je suis informé(e) qu'il me faudra produire l'ensemble des justificatifs nécessaires à chaque nouvelle demande d'aide. Toutefois, cette option ne fait pas obstacle aux contrôles et investigations que l'administration doit engager afin de procéder aux vérifications habituelles découlant de l'application des réglementations européennes et nationales.

PIECES JUSTIFICATIVES	ORIGINAL / COPIE	PIECE JOINTE	SANS OBJET
Pour tous les demandeurs			
Formulaire de demande d'aide complété et signé	Original	☐	
Relevé d'identité bancaire	Original	☐	☐
Attestation de non récupération de la TVA ou toute autre pièce fournie par les services fiscaux	Copie	☒	☒
Preuve de la représentation légale ou du pouvoir donné pour un demandeur agissant en qualité de représentant légal ou en vertu d'un pouvoir qu'il lui est donné : - convention de mandat ou pouvoir ou procuration ou délégation de pouvoir et signature, ...) - pièce d'identité du mandant et du mandataire	Copie	☐	☐
Attestation de régularité fiscale et sociale (URSSAF/MSA/ENIM) sauf nouvel installé n'ayant pas encore eu à s'acquitter de ces obligations	Copie	☐	☐
Le statut de copropriété (le cas échéant)	Copie	☐	☐
Attestation sur l'honneur	Copie	☐	☐
Pour les demandes d'aides déposées dans le cadre d'un appel à projets, fournir la preuve de la réponse à l'appel à projets et, le cas échéant, la preuve de la sélection du dossier à la suite de cet appel à projets	Copie	☒	☒
Pour les navires concernés, attestation d'éligibilité au critère de dépendance au stock de sole commune (solea solea – code FAO SOL) dans le golfe de Gascogne délivrée par l'organisation de producteurs auquel adhère le demandeur ou, à défaut, par le CRPMEM en qualité de tiers de confiance	Copie	☐	☐
Pour les navires concernés, copie de l'autorisation nationale de pêche du stock de sole commune (solea solea – code FAO SOL) dans le golfe de Gascogne pour l'année 2022 valide au moment du dépôt de la demande d'aide	Copie	☐	☐
Licence de pêche européenne précisant l'engin utilisé principalement par le navire	Copie	☐	☐
Annexe 1 : « Dépenses prévisionnelles » de l'opération	Original	☐	
Annexe 2 : « Ressources prévisionnelles » de l'opération	Original	☐	☐
Annexe 3 : « Aides publiques »	Original	☐	☐
Annexe 4 : « Indicateurs »	Original	☐	
Annexe 5 : « Pièces justificatives complémentaires » accompagnée des pièces justificatives correspondantes	Original	☐	☐
Annexe 6 : « Information sur le groupe de l'entreprise »	Original	☐	☐
Annexe 7 : « Description de l'opération »	Original	☐	☐
Pour les personnes physiques			
Pièce d'identité	Copie	☐	☐

PIECES JUSTIFICATIVES	ORIGINAL / COPIE	PIECE JOINTE	SANS OBJET
Dernier avis d'impôt sur le revenu	<u>Copie</u>	☐	☐
Pour les entreprises			
Document attestant la capacité du représentant légal à solliciter l'aide	Copie	☐	☐
Extrait K-bis de moins de trois mois (ou l'extrait K pour les entreprises individuelles) ou inscription au registre ou répertoire concerné	Copie	☐	☐
Pour les entreprises appartenant à un groupe (en complément de l'annexe 6) : liste des associés et des filiales, composition du capital et liens éventuels avec d'autres personnes privées si cela n'apparaît pas dans la liasse fiscale.	Copie	☐	☐
Pour les associations			
Statuts approuvés ou déposés	Copie	☐	☐
Publication au Journal Officiel ou Récépissé de déclaration en préfecture	Copie	☐	☐
Organigramme de la structure comprenant la liste des membres de l'organe d'administration détaillant les mandats des membres	Copie	☐	☐
Bilans comptables des trois derniers exercices fiscaux approuvés par l'organe délibérant	Copie	☐	☐
Délibération de l'organe compétent approuvant l'opération et le plan de financement prévisionnel et autorisant le responsable légal à solliciter l'aide	Copie	☐	☐
Pour les demandeurs publics			
Délibération de l'organe compétent approuvant l'opération et le plan de financement prévisionnel et autorisant le responsable légal à solliciter l'aide	Copie	☐	☐
Bilans comptables des trois derniers exercices fiscaux approuvés	Copie	☐	☐
Pour les Groupements d'Intérêt Public (GIP)			
Convention constitutive du GIP	Copie	☐	☐
Parution au JO de l'arrêté d'approbation de la convention constitutive	Copie	☐	☐
Décision approuvant l'opération et le plan de financement prévisionnel	Copie	☐	☐
Bilans comptables des trois derniers exercices fiscaux approuvés	Copie	☐	☐
Pour les demandeurs soumis aux règles de la commande publique			
Procédure interne des achats	Copie	☐	☐

Le service instructeur pourra demander des pièces complémentaires à la liste établie ci-dessus et à celles figurant dans l'annexe 5 pour les sous-mesures concernées, s'il le juge utile à l'instruction du dossier.

Fait le / /

à _____

Nom, prénom du représentant légal

[illegible]

Signature

Cachet de la structure (le cas échéant)